

double continuité historique et théorique, en séparant les revendications qui le composent les unes des autres, cassant ainsi sa dynamique révolutionnaire : en les séparant, enfin, des luttes de masse qui doivent les défendre.

Or il est clair qu'un « programme de transition » digne de ce nom, s'inscrit dans cette double continuité, et doit être conçu de façon dynamique, lié indissolublement à la mobilisation des masses.

Le Programme de Transition, d'abord, est inséparable de la fondation de la IV<sup>e</sup> Internationale, c'est-à-dire qu'il se situe dans la continuité du Bolchévisme. La fondation de la IV<sup>e</sup> Internationale, l'élaboration du Programme de Transition, visaient à assurer le maintien, la continuité, de la perspective révolutionnaire contre la réaction stalinienne et contre la bourgeoisie. Il s'agissait, à la veille de terribles épreuves, de renforcer en l'armant politiquement et organisationnellement une avant-garde numériquement très faible, pour lui permettre de résister aux pressions, aux diverses forces centrifuges, et de maintenir, à travers les épreuves, l'intégrité du marxisme-révolutionnaire, pour lui permettre de proposer aux masses une issue prolétarienne à la crise dans ces luttes transitoires renouant avec Octobre. Dans cette perspective historique, le Programme de Transition ne saurait être dissocié de toute la pratique du Bolchévisme : il ne s'agit pas de faire l'économie de la révolution, mais d'y conduire les plus larges masses.

C'est dire aussi que le Programme de Transition s'insère dans une continuité politique et théorique, qui va des plus petits problèmes de tactique, des plus infimes revendications élémentaires des masses, jusqu'à la dictature du prolétariat. S'il est vrai que le Programme de Transition n'est pas intangible, que les revendications qu'il comporte doivent être adaptées, monnayées de diverses manières, s'il est vrai que leur enchaînement lui-même n'a rien de mécanique, il n'en reste pas moins que le principe qui l'anime reste lui-même intangible. Les marxistes révolutionnaires doivent mobiliser les masses dans l'action, en fonction de leur niveau de conscience et des données objectives, pour faire progresser leur éducation et leur mobilisation, en insérant les besoins vitaux des travailleurs dans la logique de la lutte des classes. Pour ce faire, ils doivent disposer d'un système de revendications à dynamique anticapitaliste et révolutionnaire, dont le caractère transitoire vient de ce qu'il lie organiquement les revendications minimales des masses au programme de la révolution socialiste, et de ce que, à la différence des « programmes » variés des sociaux-démocrates et des staliniens, il conduit les masses à dépasser dans l'action les cadres de la légalité bourgeoise.

Une telle conception nous différencie d'ailleurs des divers courants ultra-gauches, qui se limitent à la propagande plus ou moins systématique de mots d'ordre maximalistes, sans jamais parvenir, voire seulement songer, à développer des mots d'ordre à caractère stratégique. Le problème est qu'il leur est alors impossible d'avoir sérieusement prise sur la conscience des masses qui, à la différence d'une avant-garde capable de saisir théoriquement l'ensemble du processus historique, n'apprennent et ne progressent que dans la mesure où notre critique et notre propagande sont confirmées par leur propre expérience, acquise dans le développement des luttes.

Les plus conséquents, parmi les ultra-gauches, en viennent

d'ailleurs à considérer que « l'initiative des masses » peut fort bien pallier l'absence de tout programme. Ce qui est tout de même singulier, c'est qu'ils se plaisent à répéter, pour se justifier, la célèbre formule de Marx, dans la Critique du Programme de Gotha, selon laquelle « tout pas en avant d'un mouvement réel est plus important qu'une douzaine de programmes », en oubliant que, pour Marx, il s'agit expressément de défendre le programme révolutionnaire contre tout abâtardissement lié à un compromis unitariste...

Un autre aspect, non moins important, de cette notion de continuité, est que chaque phase ne correspond qu'à un intérêt partiel et passager des masses, qui ne trouve sa pleine raison que dans une phase supérieure, et, en dernière analyse, dans la mesure où il prépare les masses à la suppression violente des deux bases du pouvoir du capitalisme : la propriété privée des moyens de production, et l'Etat bourgeois, « bande de gens armés » qui est aussi le « verrou des rapports de production ».

Le Programme de Transition ne fait que préparer la lutte finale pour la dictature du prolétariat. Même quand il en vient à combiner l'étatisation sans compensation d'aucune sorte au contrôle ouvrier, même quand il culmine logiquement dans le mot d'ordre de « gouvernement ouvrier et paysan », ou « gouvernement des travailleurs », il ne mène encore que « sur le pas de la porte ».

Plutôt que comme « une dénomination populaire de la dictature du prolétariat », ou un mot d'ordre général de propagande, le gouvernement ouvrier et paysan, dans le Programme de Transition comme dans les 3<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup> congrès de l'I.C., est un mot d'ordre de lutte, préparatoire à la mise en place de la démocratie soviétique. Et préparatoire à double titre, comme les autres mots d'ordre transitoires car il doit à la fois faire progresser la conscience des masses et leur fournir une nouvelle arme pour aller plus loin dans leur offensive. Point culminant du programme de transition, il doit éduquer et mobiliser les masses en leur proposant un objectif de lutte. De ce point de vue, il s'est concrétisé, dans la révolution russe, par les mots d'ordre « Tout le pouvoir aux soviets ! » et « A bas les ministres capitalistes », et par l'injonction faite aux mencheviks et socialistes-révolutionnaires de « rompre la coalition et de prendre en mains le pouvoir ».

Le gouvernement des travailleurs ainsi conçu constitue la réponse prolétarienne et révolutionnaire à une situation dans laquelle le rapport des forces bourgeoisie-prolétariat « met la solution de la question du gouvernement ouvrier à l'ordre du jour comme une nécessité politique ». (IV<sup>e</sup> Congrès de l'I.C., souligné par nous.)

De ce point de vue, la lutte pour ce mot d'ordre est assez analogue à la pratique du Front Unique, mais à un haut niveau politique. Il ne s'agit pas seulement de demander la rupture avec la bourgeoisie pour le plaisir de dénoncer les directions-traitres, mais de fournir concrètement aux masses les critères pratiques d'appréciation de ce qu'est rompre effectivement avec la bourgeoisie, pour les souder, les unifier, selon l'expression de Rosa Luxemburg, en un poing armé prêt à s'abattre sur la nuque du capitalisme.

La Résolution sur la Tactique au IV<sup>e</sup> Congrès de l'I.C. disait, à propos du gouvernement ouvrier et paysan :